

Think Again
Eric Le Boucher

A la recherche du positif

LUNDI

Toujours dans ma vaillante recherche de nouvelles positives, je découvre, avec un coupable retard, les élections professionnelles chez Orange. Pendant qu'on parlait beaucoup des révélations du *Canard Enchaîné* sur les frais engagés pour l'appartement parisien et le bureau de Therry Lepaon, le secrétaire général de la CGT, sa confédération prenait une claque historique chez l'opérateur télécom.

C'est très important car la CGT a toujours dominé aux PTT, à la Poste comme aux Télécoms. C'est encore plus important parce qu'en 1995, la date fondatrice de l'histoire sociale récente de notre pays, la CFDT s'était prononcée pour la réforme Juppé des retraites des régimes spéciaux et c'est ce qui lui a valu une révolution intérieure qui déboucha sur le véritable essor de SUD-PTT. C'est aux Télécoms en 1995, donc, qu'est né le syndicalisme d'extrême gauche, d'idéologie « de résistance au capitalisme » et d'essence corporatiste, fortement investit par la LCR trotskiste. Ce syndicalisme a depuis pesé considérablement sur la vie sociale et économique du pays, la CGT et SUD ont dominé l'espace, sur la ligne du refus, du rejet des réformes, de toute réforme. Ce qui était vrai de l'espace syndical l'était, par glissement, de l'espace politique. Ce n'est pas seulement depuis 1995 que l'extrême gauche domine la pensée de la gauche, c'est vrai depuis un siècle de socialisme. Mais ce surmoi s'est ressourcé « dans les luttes » de l'hiver 1995, avant de le faire à nouveau dans « la crise du libéralisme » de Lehman Brothers.

Le vote chez Orange marque un tournant. Je vous redonne les résultats : en comparaison des dernières élections en 2011, la CGT et SUD ont été mis en minorité, la CGT perd 3 points à 19,5%, SUD un point à 17,5%. Les syndicats réformistes (CFDT, FO et CFE-CGC) enregistrent plus de 55% des voix, près de 5 points de plus. La CFDT réalise 24,1% des voix et gagne deux points. La CFE-CGC un point à 16,2% des voix, comme FO à 15%.

La CFDT de Laurent Berger fait un come-back, après 20 ans de reculs et de difficultés : voilà la bonne nouvelle. Le syndicalisme réformiste, celui qui ne se contente pas du refus mais qui propose, a

Le vote chez Orange marque un tournant. La CFDT de Laurent Berger fait un come-back, après 20 ans de reculs et de difficultés : voilà la bonne nouvelle

trouvé un écho parmi les 100 000 salariés d'Orange. C'est encore trop rapide d'en conclure que les esprits français sont prêts pour les réformes, la CFDT s'en garde prudemment d'ailleurs. Mais, dans cet automne si gris, si triste, si lourd, voilà comme un petit soleil. Dans les assourdisantes jérémiaades nostalgiques, voilà comme une petite musique...

MARDI

Jeffrey Sachs, professeur d'économie à Columbia, est connu pour avoir été le grand inspirateur de la « thérapie de choc » en Russie et dans les pays de l'Est après la chute du communisme. Les dépressions économiques qui ont suivi lui ont été beaucoup reprochées. Quoi qu'il en soit (le débat sur ce qu'il eût fallu faire reste ouvert chez les économistes), il demeure un économiste hors pair. Il nous éclaire grandement sur tout ce discours sur « l'investissement » qui a surgi d'un coup dans notre espace économique. D'un

tenant de l'offre contre des tenants de la demande. L'approche néo-keynésienne est de pousser tous les investissements de toutes sortes. Tant pis si on achète des voitures qui polluent, tant pis si on construit encore des ronds-points, tant pis si on gonfle une nouvelle bulle immobilière, tant pis si Wall Street bénéficie plus de la relance que le salaire de monsieur tout-le-monde. La demande est la demande

L'approche néo-keynésienne est de pousser tous les investissements de toutes sortes. Tant pis si on achète des voitures qui polluent, ou si on construit encore des ronds-points

quelle que soit sa couleur, l'important est d'injecter des milliards dans le circuit économique.

Les partisans de l'économie de l'offre veulent promouvoir, eux, l'investissement privé, surtout pas public, au travers des baisses d'impôts et des dérégulations. Dans tous les cas, déplore Sachs, cela conduit à une bulle immobilière.

Les deux sont en échec : la part de l'investissement dans le PIB est redescendue de 24,9% en 1990 à 20% en 2013 dans les pays développés (chiffres du FMI). Aux Etats-Unis, de 23,6% en 1990 à 19,3% en 2013, dans l'Union européenne de 24% à 18,1%. La conséquence en est un immense retard sur les besoins de nos sociétés : la transition énergétique pour éviter au climat de se réchauffer de plus de 2°C (Sachs est un grand défenseur de la cause climatique) et les infrastructures modernes, à commencer par celles de transport.

Au lieu de ça, les gouvernements coupent dans leurs bons investissements, le secteur privé ne prend pas le relais comme le prévoyait le plan « magique » des supply-siders. Voilà pourquoi les économies ne parviennent pas à sortir vraiment de la crise, dit Jeffrey Sachs. La Chine fait beaucoup mieux, poursuit l'économiste, pour mobiliser l'épargne dans le sens du futur.

JEUDI

Comme pour illustrer la paralysie des Etats à monter les bons schémas d'« investissements » pour sortir de la crise, le plan Juncker ne parvient à mobiliser que 21 milliards d'euros de « vrai argent », selon la remarque d'Emmanuel Macron. Dans le même temps, Volkswagen annonce investir 85 milliards dans les cinq ans qui viennent et Uber, la société de VTC née il y a cinq ans, lève à nouveau un milliard de capital dans un claquement de doigts et vaut déjà 40 milliards de dollars en bourse. Les Etats ne savent vraiment plus y faire.

SAMEDI ET DIMANCHE

La francophonie vieux bastringue du passé ? Placard doré pour dirigeants virés ? A n'en pas douter. Voilà un exemple d'investissement du futur pourtant : la langue. Si les Etats-Unis dominent tant Internet c'est aussi grâce à l'anglais devenu langue universelle. Sur le web, ce ne sont pas les pays qui comptent mais la langue. Le français est la cinquième langue la plus parlée au monde avec 274 millions de personnes. Immense marché ouvert, vers l'Afrique d'abord. On se plaint en Europe des empires du GAFA, Strasbourg veut démanteler Google. Avec raison pour ce qui concerne les questions de libertés individuelles des données. Avec moins de

Dix ans après son entrée dans l'UE, la Pologne occupe pour la première fois un poste européen de premier plan

Donald Tusk, libéral polonais à la tête du Conseil européen

Mercato

L'ancien Premier ministre polonais succède le 1^{er} décembre à Herman Van Rompuy, pour un mandat de deux ans et demi renouvelable une fois. Trois grands défis l'attendent : la croissance, la place du Royaume-Uni dans l'UE et la crise ukrainienne. Très proche d'Angela Merkel, ce natif de Gdańsk veut jouer un rôle important en matière de politique étrangère.

Isabelle Marchais (Bruxelles)

TOUT UN SYMBOLE. VINGT-CINQ ans après la chute du mur de Berlin, c'est un Polonais, Donald Tusk, qui prend ce 1^{er} décembre la présidence du Conseil européen. « C'est un signal fort qui consacre la réunification du continent européen et la montée en puissance des anciens pays du bloc soviétique », salue une source bruxelloise. L'arrivée de l'ancien Premier ministre polonais, fortement appuyée par la France et l'Allemagne, permet ainsi de garantir un équilibre géographique et politique dans le grand mercato bruxellois, après celle du démocrate-chrétien luxembourgeois Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission et de la sociale-démocrate italienne Federica Mogherini comme Haute représentante de l'UE, poste que Varsovie avait longtemps convoité pour son ex-ministre des affaires étrangères Radoslaw Sikorski.

Très proche d'Angela Merkel, Donald Tusk avait aussi reçu le soutien du Premier ministre David Cameron, d'autant plus précieux que la place du Royaume-Uni dans l'UE sera l'un des grands enjeux de ces prochaines années, avec la croissance et l'Ukraine, dossier dans lequel la Pologne est en première ligne et défend des intérêts propres. Le nouveau Président du Conseil européen n'aura sans doute pas la même appétence pour les questions économiques que son prédécesseur, dont le mandat a été mobilisé par la crise financière. Une crise qui, de manière inattendue, a donné au Conseil européen un rôle de premier plan, aux dépens de la Commission. A 57 ans, l'ancien membre du syndicat Solidarité aura plutôt à cœur de jouer un rôle important à l'extérieur, notamment avec la Russie. « Il voudra s'affirmer davantage sur la scène internationale et se concentrer sur les crises qui sont à nos frontières, ukrainienne et autres », estime Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe.

Libéral convaincu, bon communiquant, doté d'un solide sens de l'humour, Donald Tusk imposera un nouveau style, davantage tourné vers le grand public et, espère-t-on à Bruxelles, plus directif. Contrairement à Herman Van



Très proche d'Angela Merkel, Donald Tusk avait aussi reçu le soutien du Premier ministre britannique David Cameron

Rompuy, qui inaugure la fonction en 2009, ne devra pas tout inventer. Mais il devra aussi composer avec les limites du poste imaginé par le traité de Lisbonne qui demande essentiellement au président du Conseil européen d'être un facilitateur, un modérateur, un négociateur, dont la première tâche est de gagner confiance des chefs d'Etat et de Gouvernement. « On estime généralement que le Conseil européen est la plus haute autorité politique de l'Union, mais la description du poste et les compétences formelles de son président sont assez vagues, voire squelettiques. Beaucoup dépend donc de ce qu'on en fait », expliquait 25 novembre Herman Van Rompuy, lors d'une conférence à Science Po.

S'entendre avec Juncker. Reste à savoir comment le représentant d'un pays qui n'a pas encore la monnaie unique présidera les sortes de la zone euro. « Le fait que Donald Tusk ne soit pas membre de la zone euro est un handicap. En tant que Polonais, il perçoit moi l'eurozone comme le noyau de la construction européenne », regrette une source bruxelloise. Il lui faudra aussi s'entendre avec Jean-Claude Juncker, quitte à laisser la Commission revenir au centre du jeu. « Le succès de Lisbonne repose sur le couple président du Conseil européen/président de la Commission, c'est une alchimie compliquée, ils doivent bien s'entendre, se répartir le travail, être complémentaires », explique un diplomate de haut rang. Donald Tusk part également avec un handicap linguistique. S'il parle russe et allemand, il ne pratique pas le français et encore mal l'anglais. Mais, a-t-il promis en souriant le jour de sa élection, « I will "polish" my English ». Il en a donc besoin pour parler aux citoyens européens

@IMarchais

Les rendez-vous vidéo de l'opinion.fr



8 h 45

L'interview de Nicolas Beytout

10 heures

Les petites phrases

de la matinée

12 h 30

Le Décryptage

16 heures

Le Top-Flop

17 heures

Le Tweet-clash

20 heures

Les petites phrases

de la journée

L'opinion de...

Pierre-Yves Bournazel (UMP)

« Nicolas Sarkozy devra être l'homme de la Nation »

Pierre-Yves Bournazel, conseiller UMP de

